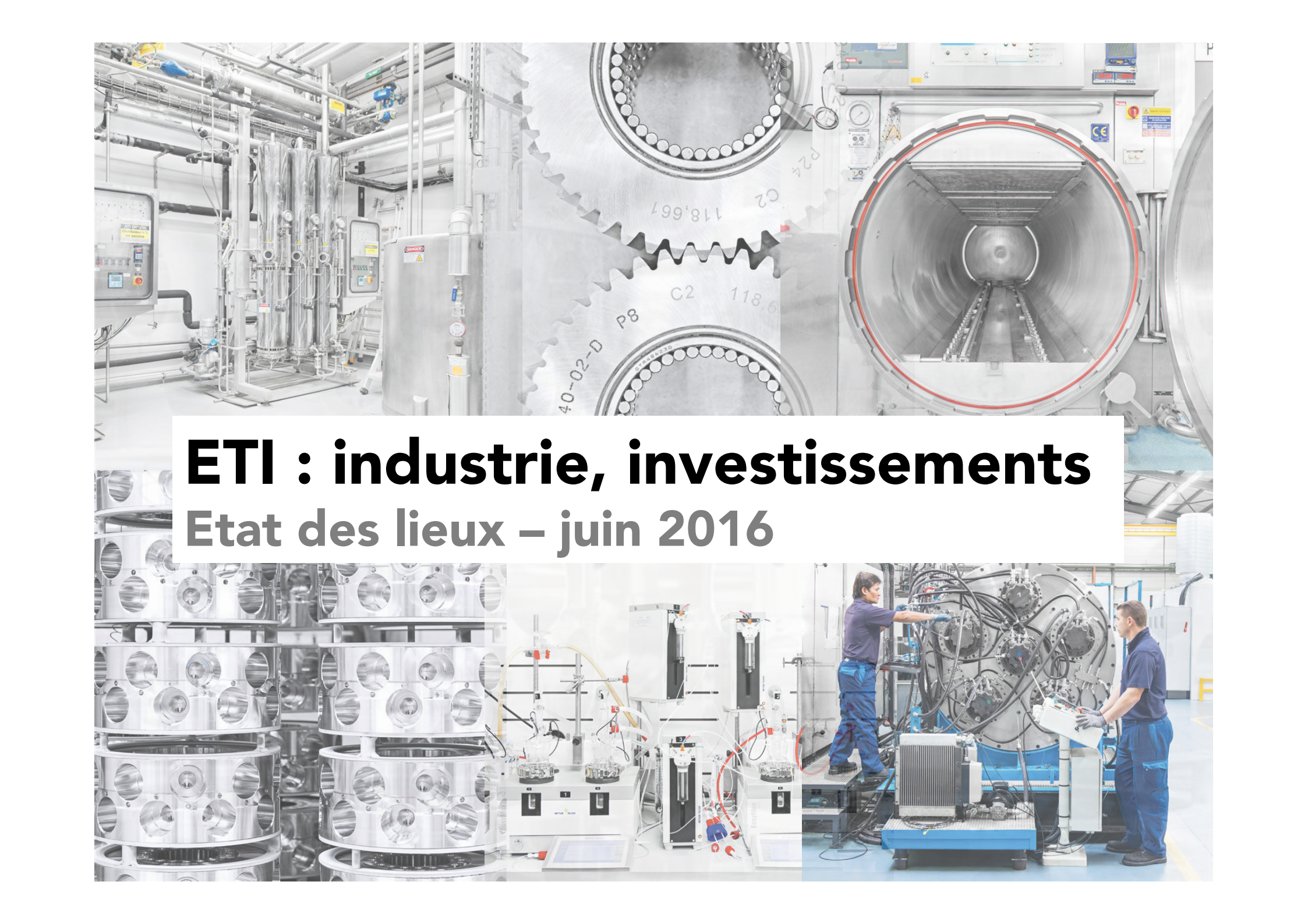
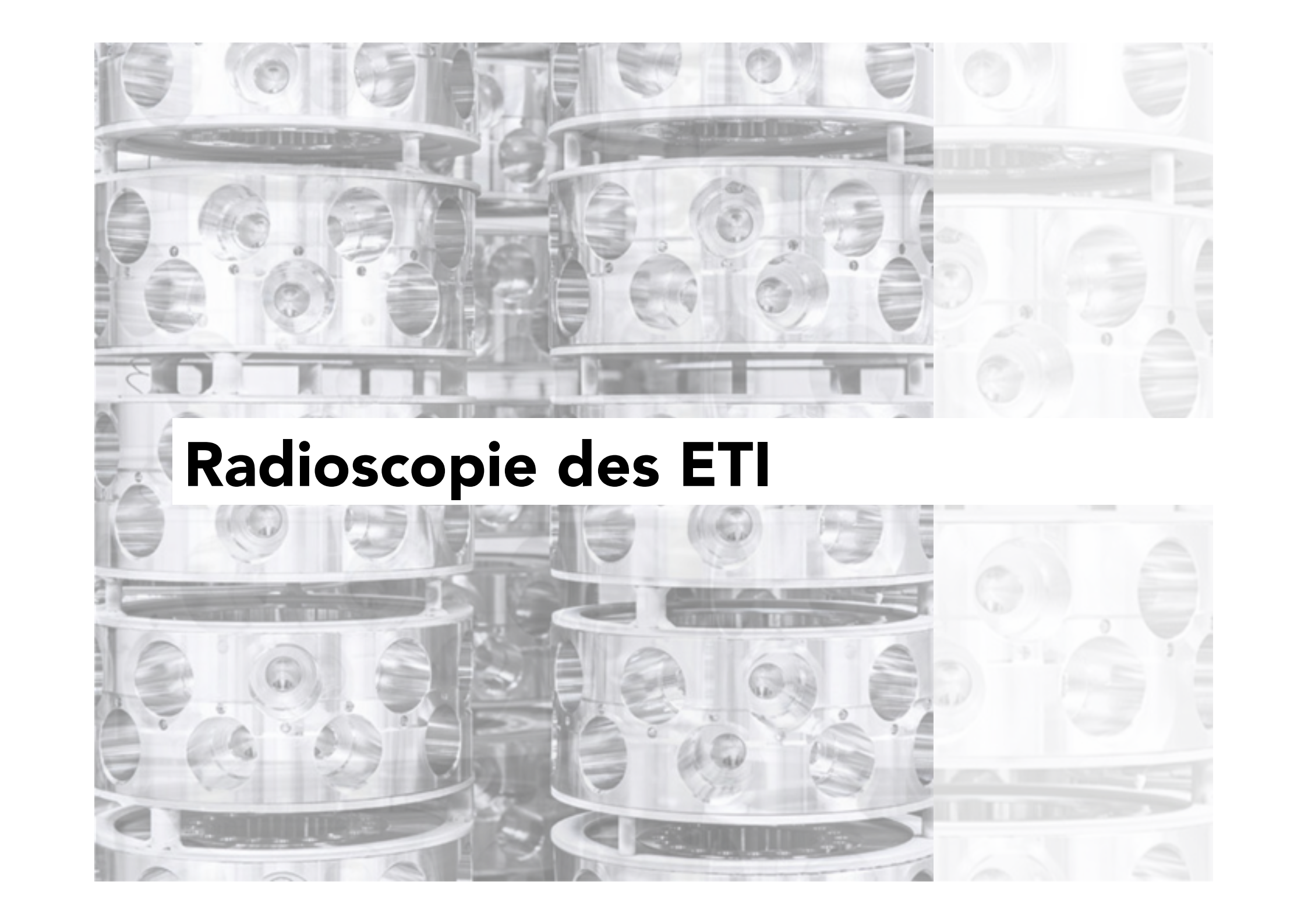




ETI : industrie, investissements

Etat des lieux – juin 2016



Radioscopie des ETI

Les ETI, un actif stratégique

- Une contribution économique **MAJEURE**



5 000 ETI
0,15% des entreprises

23%

de l'emploi salarié = 3,3 millions

27%

du chiffre d'affaires des entreprises

34%

des exportations

39%

du PIB (contribution + sous-traitance + consommation)

3

INSEE / HSBC

Des entreprises conquérantes

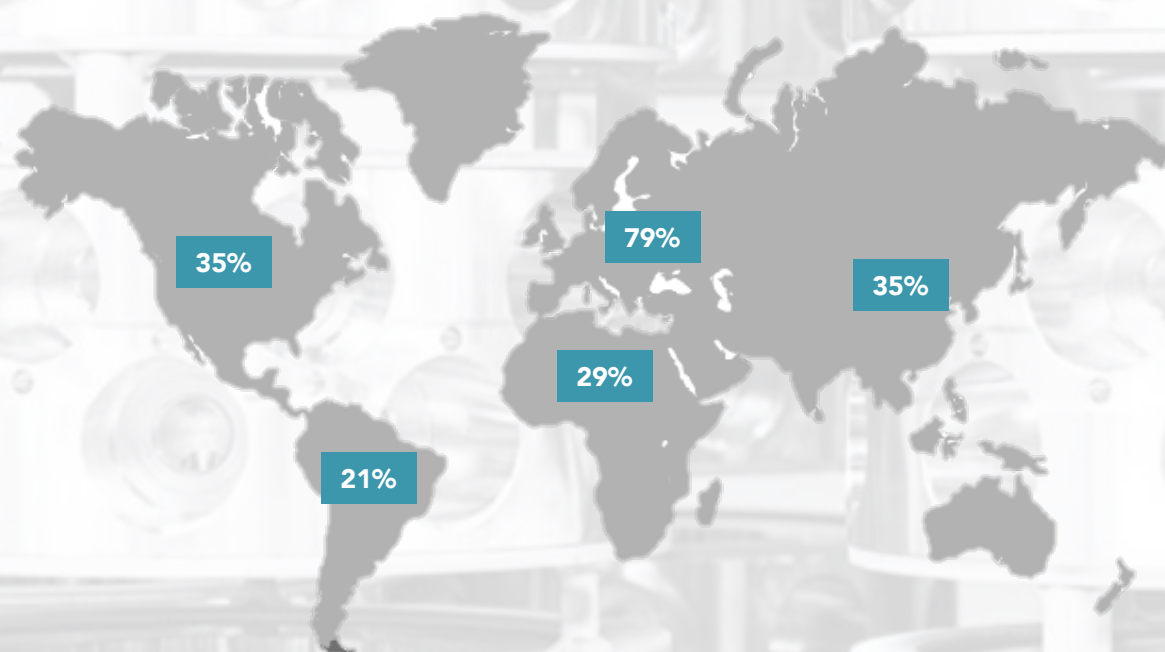
73,5 % des ETI sont présentes à l'international contre 11,7% des PME

12 000 filiales à l'étranger (33% des filiales françaises vs. 1% PME)

200 champions mondiaux sur leur marché



Où sont implantées les ETI internationalisées ?



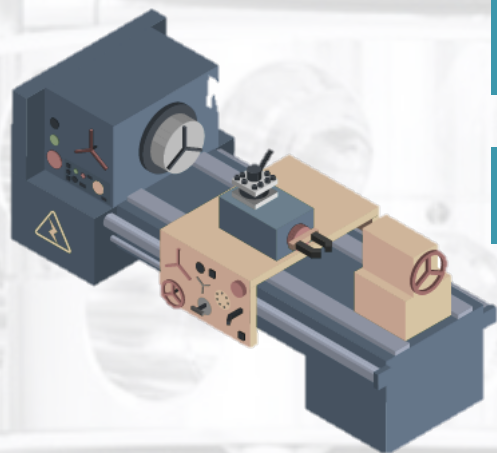
42% des multinationales sont des ETI

49% des ETI internationalisées relèvent du secteur manufacturier

30% des ETI disposent d'implantations physiques à l'étranger

Les ETI internationalisées comptent en moyenne 7 filiales.

L'ossature industrielle de nos territoires



34%

des ETI relèvent de l'industrie manufacturière

41%

des salariés des ETI sont dans l'industrie

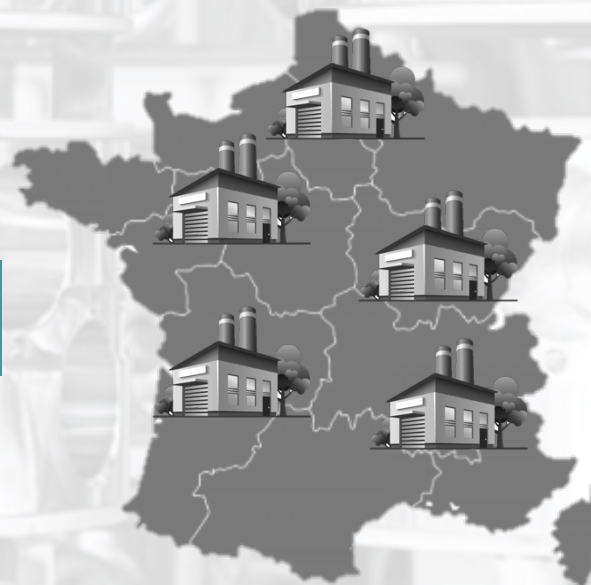
650 000

emplois industriels dans les territoires

5

66%

des sièges sociaux
hors d'Ile-de-France



78%

Des sites de production
en province

Des entreprises de long terme

+ de 75%

des ETI sont familiales ou patrimoniales



1000

sont investies par des fonds minoritaires

212

sont cotées en France (31% du total)

6

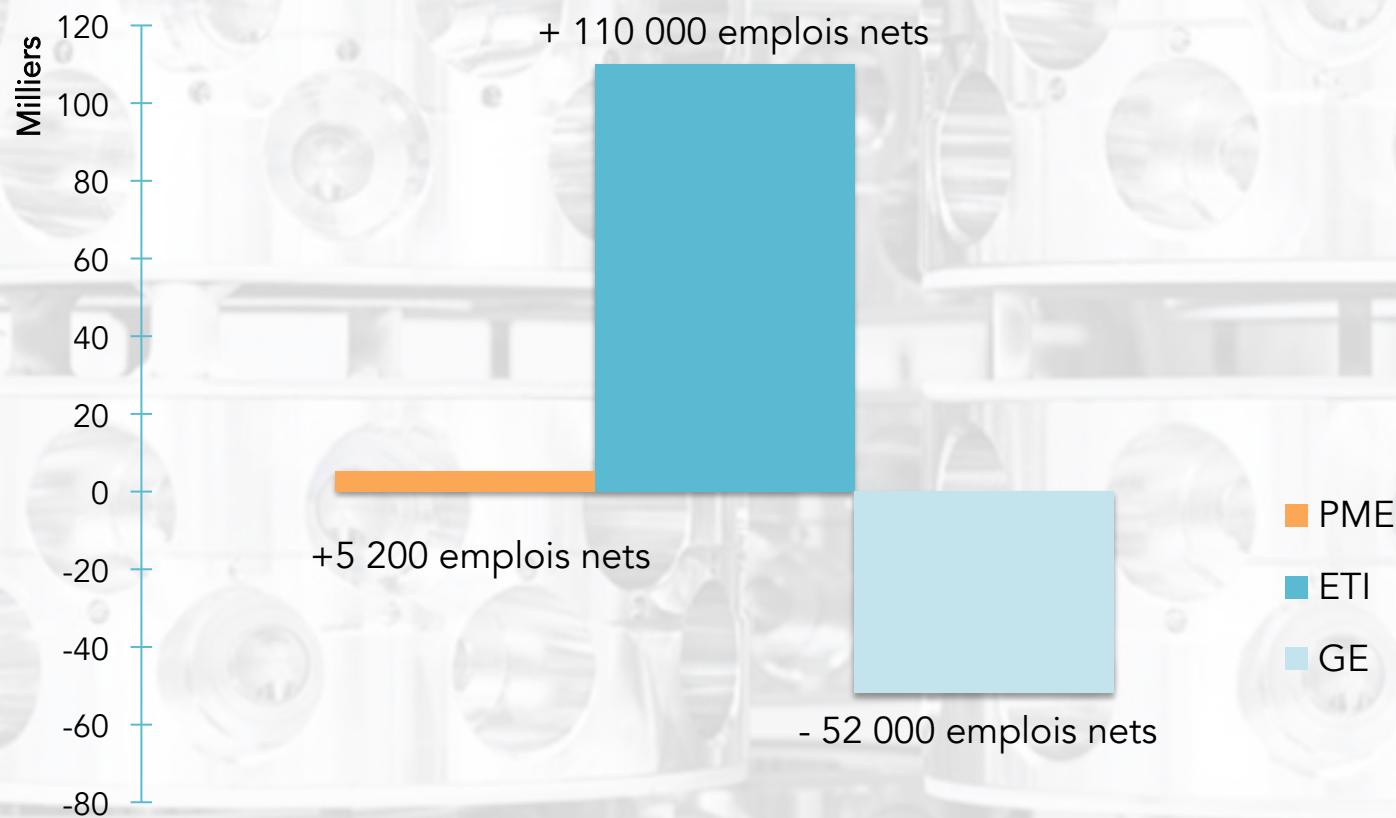
21 ans

c'est la durée moyenne pour qu'une PME devienne ETI

Des entreprises moteur de la création d'emplois

ETI

**1 300 emplois nets /mois
entre 2009 et 2015**



7

Observatoire de l'emploi et de l'investissement dans les ETI // 2009-2015 (Trendéo)

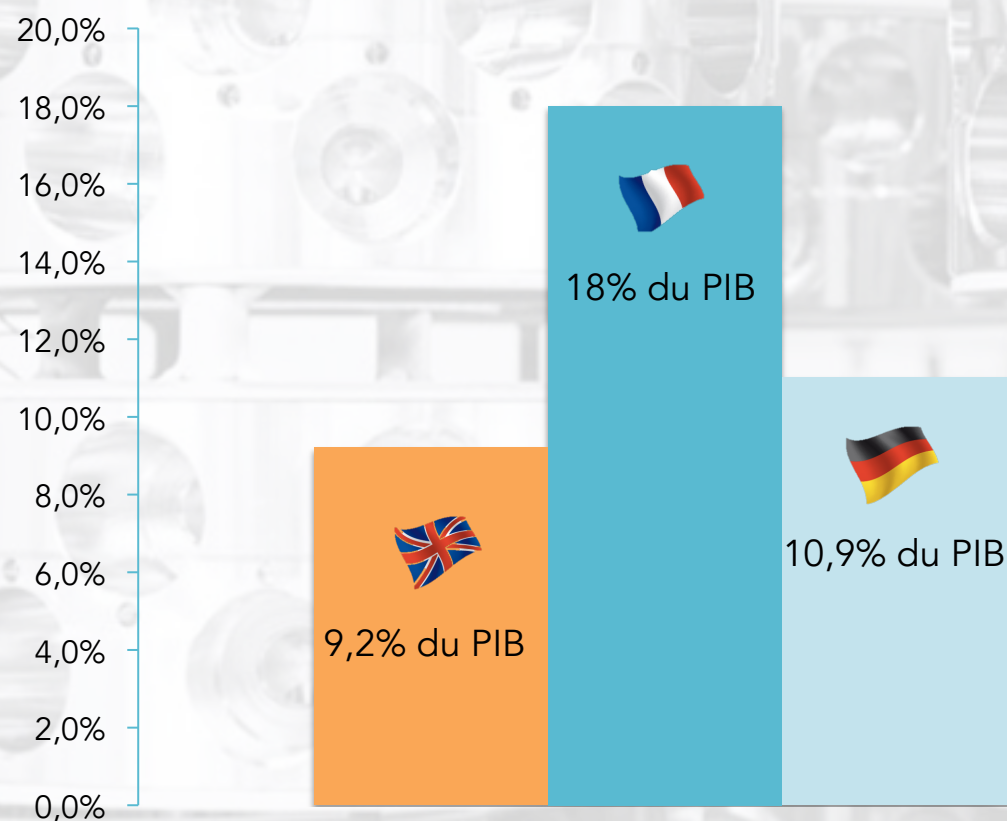


Un écosystème adverse

Une pression fiscale mortifère

+30 Mds€

de hausse de fiscalité entre
2011 et 2015



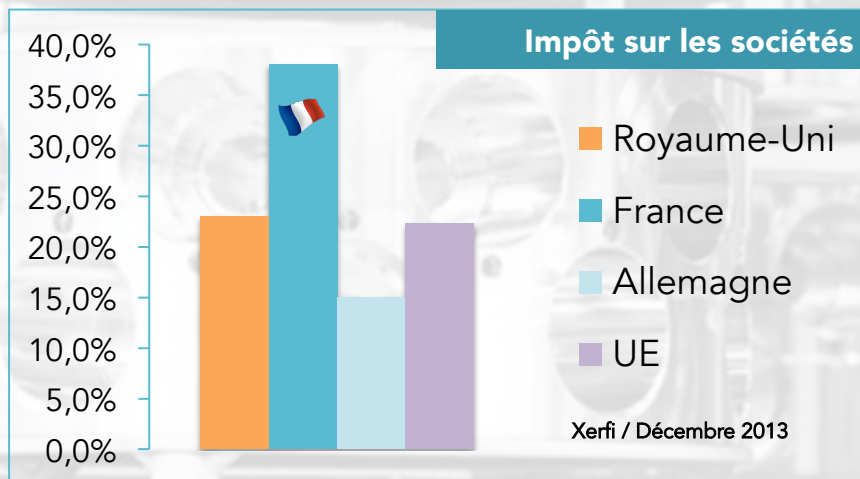
Royaume-Uni

France

Allemagne

Prélèvements obligatoires sur les entreprises (Observatoire européen de la fiscalité des entreprises – 2011))

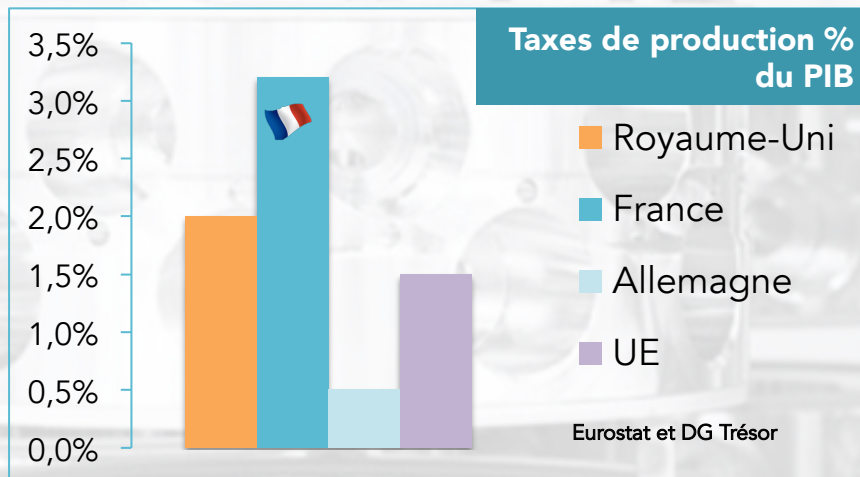
Des entreprises étouffées par la « cascade fiscale »



90 taxes

Crées ou modifiées entre 2010 et 2014

10



Une fiscalité qui dissuade l'investissement de long terme

Entre 2000 et 2014, la part du patrimoine financier des ménages placé en actions cotées a été divisée par 2 (4,2% vs. 8,8%)

En 7 ans, la France a perdu plus de la moitié de ses actionnaires individuels (3,3 millions en 2015 vs. 7,4 millions en 2008)

ANSA, 2016

+70%

d'augmentation de la fiscalité du capital
(Coe-Rexecode 2016)

11



Une exception française : une fiscalité sur le stock de capital (ISF sur les actions et droits de transmission) qui dissuade l'actionnariat de long terme dans l'industrie (par construction du capital fixé).

The background of the slide is a grayscale photograph of industrial machinery. It features several large, cylindrical components with multiple circular openings or ports. The machinery is arranged in a way that creates a sense of depth and repetition. A white rectangular box is superimposed over the center of the image, containing the text.

Impact sur le tissu d'ETI

Une situation financière dégradée qui freine l'investissement

(Etude ATH 2015)

-15%

Résultat d'exploitation global des ETI en chute depuis 2008

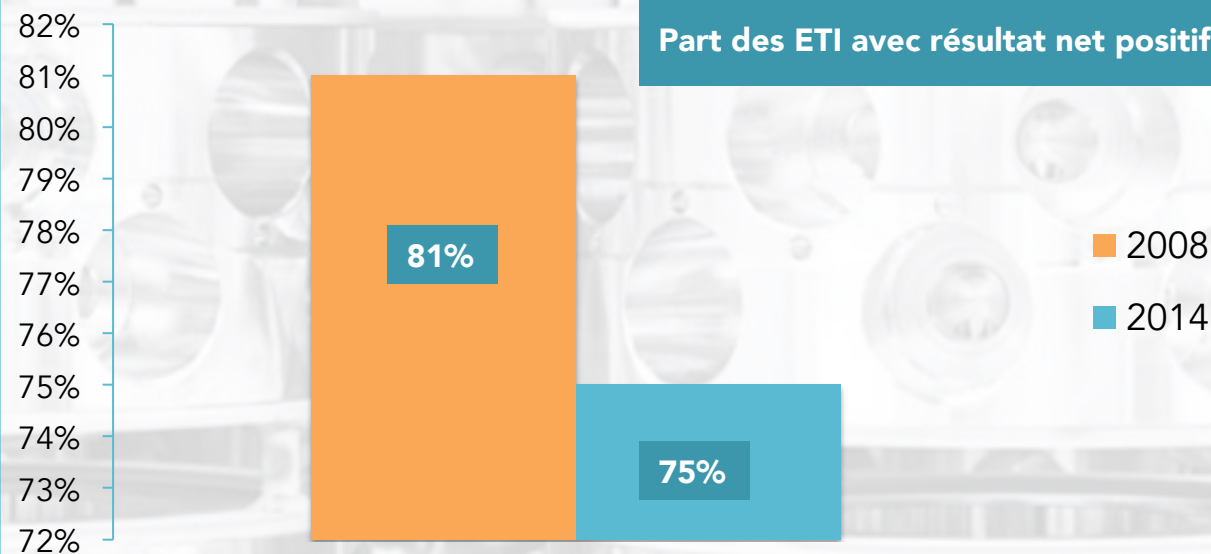
6,2%

Marges d'exploitation trop faibles pour soutenir un fort niveau d'investissement

-7,3%

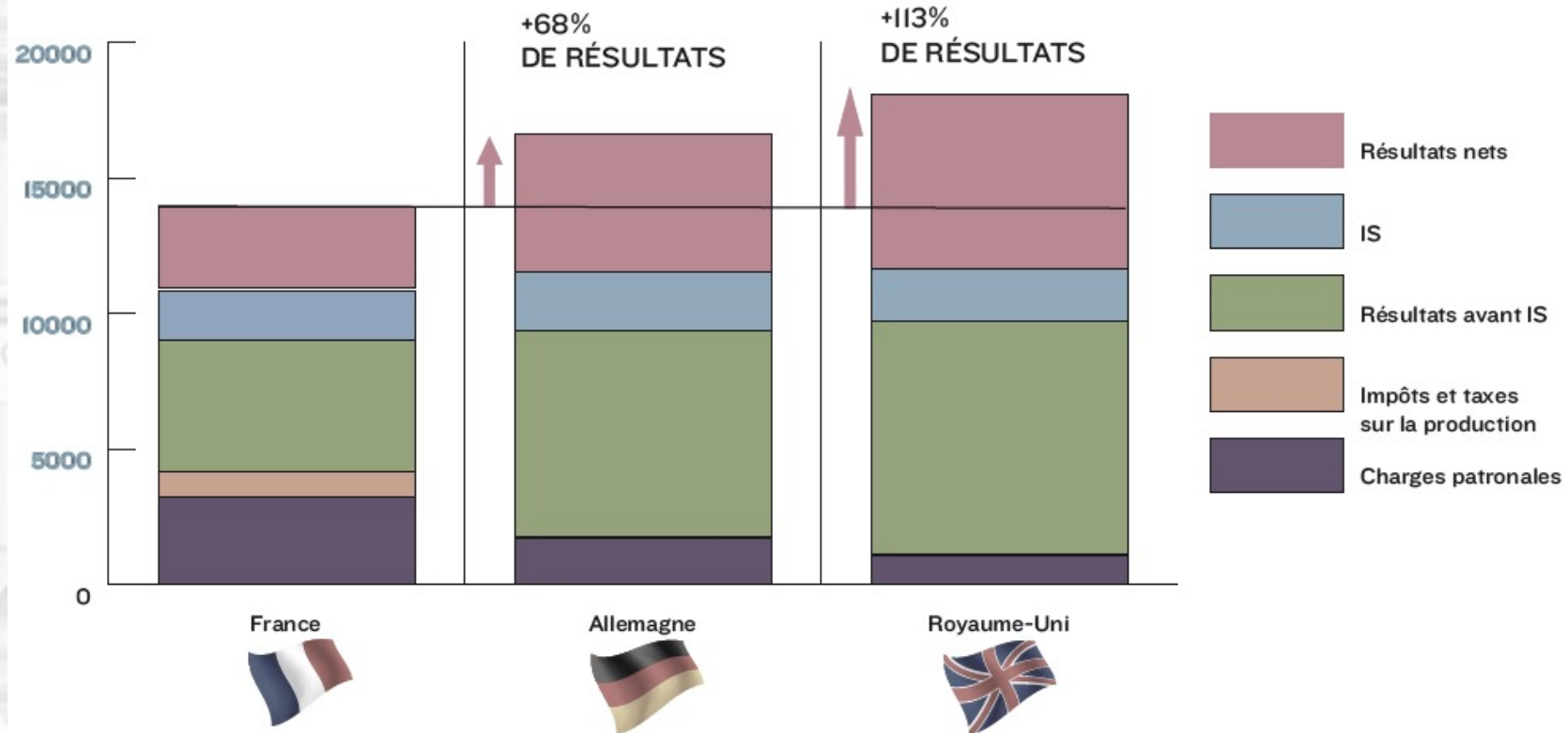
Rentabilité commerciale qui prive des cashflows nécessaires pour investir

13



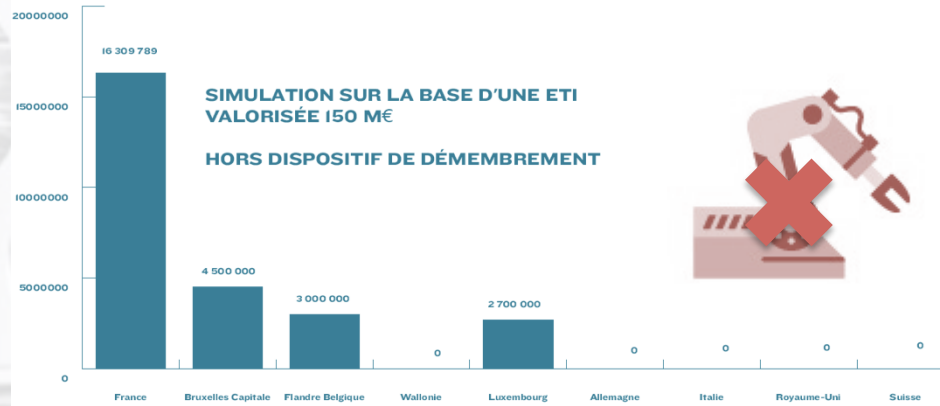
Des ETI pénalisées par rapport à leurs concurrentes européennes

Même ETI française placée dans un environnement économique et fiscal différent (Fondation iFrap, mars 2015)



Un coût de transmission et de fiscalité du K qui prive de ressources pour investir

COÛT DE LA TRANSMISSION EN EUROPE : L'EXCEPTION FRANÇAISE



15

IMPACT MÉCONNU DE L'ISF SUR LES ETI

ETI FAMILIALE

1ère génération (1983)

- Valorisation : 100 Meuros
- 500 emplois
- 2 associés fondateurs

2ème génération (2014)

- Valorisation : 300 Meuros
- 1500 emplois
- 8 actionnaires familiaux :
 - 2 cadres dirigeants
 - 6 hors entreprise

ACTIONNARIAT



(Biens professionnels)



(Biens professionnels)



(Régime Dutreil)

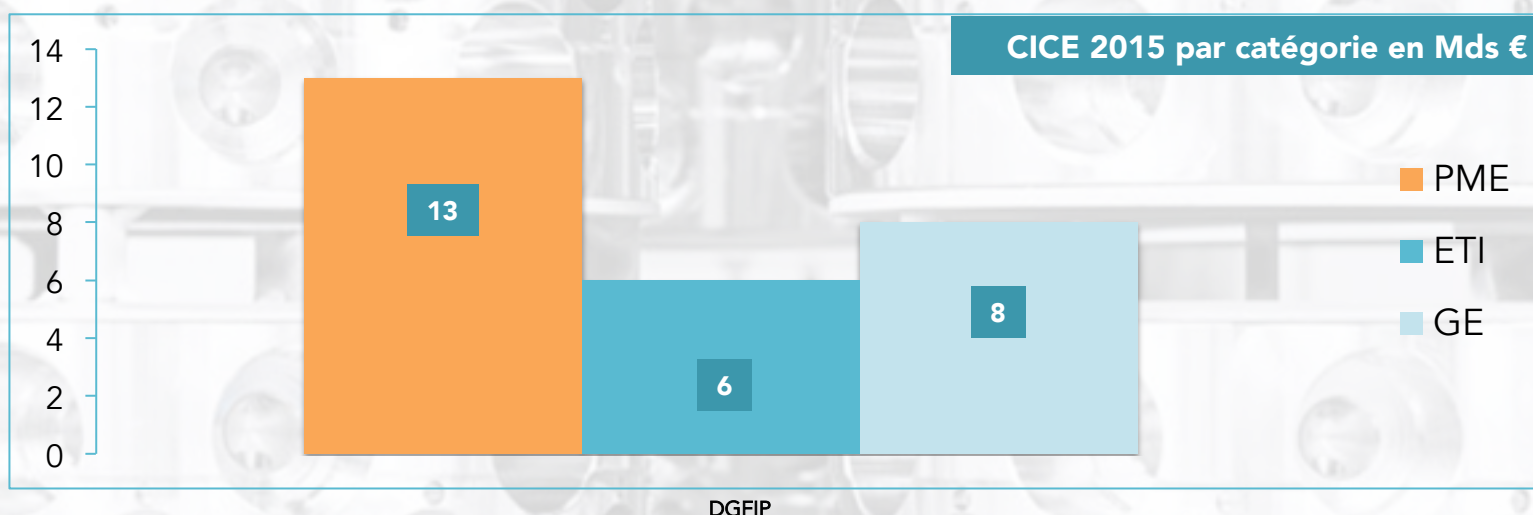
PAS ISF

ISF À 75% = 337 500 € / an

**1,4 M€ DE DIVIDENDES
CHAQUE ANNÉE
UNIQUEMENT POUR
COUVRIR L'ISF DES
ACTIONNAIRES NON DIRIGEANTS**

Des mesures gouvernementales aux effets relatifs sur les ETI

- Impact CICE sur la masse salariale brute des ETI : -4.25% (au lieu de 6%)
- Les ETI, plus exposées à l'international, moins bénéficiaires du CICE que les autres catégories d'entreprise:

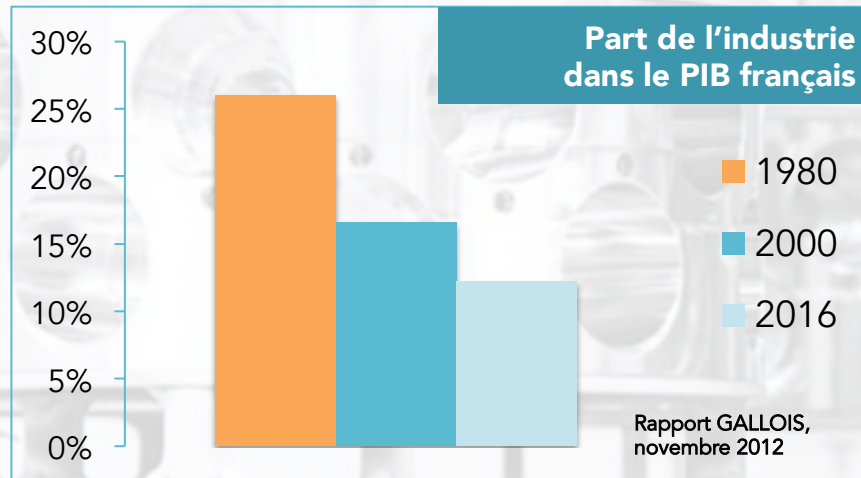


- Malgré le CICE, les résultats nets se sont dégradés de -6,5% en 2014 vs. 2013 pour les ETI
- Un meilleur ciblage du dispositif de sur-amortissement (utilisé par 95% des ETI)



Impact global sur le tissu économique

La désindustrialisation la plus rapide des pays développés



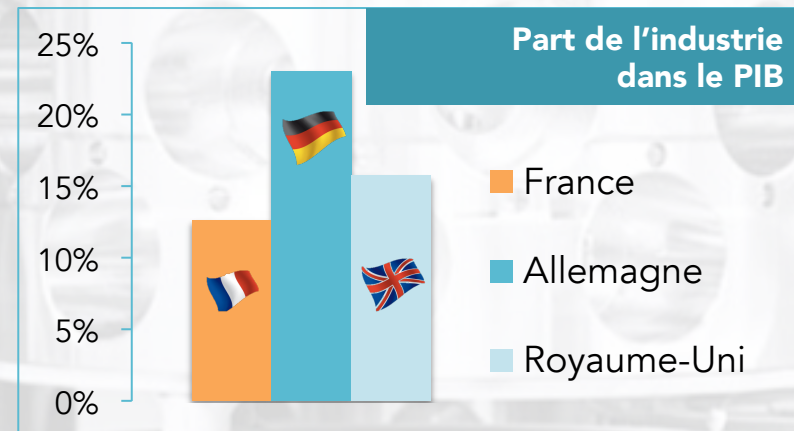
-22,5%

Entre 2003 et 2014, près d'un quart de nos PME et ETI de l'industrie manufacturière ont disparu



18

- L'industrie pèse aujourd'hui moins de **3 millions de salariés**.
- Depuis 2001, **982 000 emplois** industriels ont été détruits.
- Entre 2009 et 2012, **900 sites industriels** ont été rayés de la carte



Le Décrochage Industriel (Cohen/Buigues, 2014)

Un tissu productif en panne de croissance

- Une économie qui cultive le bonsaï et néglige ses chênes

2,9 Millions	TPE
140 000	PME
5 000	ETI



- Le faible nombre d'ETI, une anomalie française



- Des ETI plus petites que nos voisins européens : 50 % des ETI françaises ont moins de 350 salariés. 15% seulement ont plus de 1 000 salariés

Un tissu productif en panne de croissance

- Entre 2003 et 2014, le nombre total de PME et d'ETI a très peu progressé (+3,7 %) et les effectifs ont stagné (+1,1 %).
- Notre densité en PME et ETI est aujourd'hui l'une des plus faibles d'Europe.
- En France :
 - Faible intensité du processus de destruction créatrice. De nombreuses entreprises peu productives restent en place
 - L'efficience allocative - ie. l'efficacité d'une économie à allouer ses facteurs de production de manière à ce que les entreprises les plus productives grossissent en attirant capitaux et travailleurs, tandis que les moins productives se réduisent voire disparaissent - est trop faible.



Enjeux et défis pour les ETI et les pouvoirs publics

Investir pour les PME et les ETI : une question de survie

- Dans les 5 ans à venir : nos PME de croissance et ETI sont confrontées à **un impératif majeur d'investissement**
 - Pour multiplier les opérations de croissance externe et se rapprocher de nouveaux marchés, pour monter en gamme et moderniser leur appareil de production, attirer et recruter les talents.
 - faire évoluer leurs business models dans un contexte de concurrence mondiale féroce, de cycles économiques heurtés,
 - Prendre la vague de la transformation digitale de l'économie (OIT, fabrication additive, RFID, openinnovation & startup..)

22

Construire l'industrie du futur

- **Sans base industrielle solide la France va manquer une nouvelle fois le virage de la transformation de son économie**
 - C'est dans l'alliance entre l'industrie traditionnelle et les méthodes d'innovation plus disruptives (liens avec les startup, open innovation) que se joue une partie de la croissance de demain.
 - Gagner la bataille de la créativité et des idées de génie c'est bien, gagner celle **de leur industrialisation et de la valeur ajoutée, c'est mieux**. Si nous ne parvenons pas à maintenir et développer une base industrielle en France, nous risquons de nous disqualifier.

Enjeux pour les pouvoirs publics en 2017

- **Libérer l'investissement ! En mobilisant toutes les ressources vers l'investissement productif**
 - Redonner les marges nécessaires pour investir (baisse de charges, refonte de la cascade fiscale)
 - Décadenasser l'investissement de long terme (fiscalité de la détention et de la transmission)
 - Comblant les trous dans la chaîne de financement. PME de croissance mal adressées par le marché bancaire et du private equity. (Fonds souverain à la française / fonds régionaux ?)